

mettront d'aborder cette situation d'une manière plus constructive et plus efficace.

Il semblerait, à en juger par son attitude, que le gouvernement ait désiré rester en dehors de cette affaire. Bon nombre de députés libéraux se sont exprimés dans ce sens. Je ne fais pas simplement allusion ici à la remarque désinvolte et inopportune du premier ministre, lorsqu'on l'avait interrogé à ce sujet, l'été dernier. Il aurait répondu: «Où est le Biafra?» et «Quelles drôles de questions vous posez!» Quoi qu'il en soit, la position adoptée par le gouvernement dès le début de la session semble indiquer une répugnance à se laisser engager et donne tout lieu de croire qu'il se contente de donner des gages au sentiment général et à l'inquiétude du public et de ne prendre de mesures qu'à cause de cette inquiétude. L'attitude initiale semblait être la suivante: Faisons-leur un don et restons-en là; il y a bien plus de souffrance de par le monde que nous ne pouvons en alléger; tout cela nous dépasse.

Par exemple, quand on a déclaré pour la première fois, à la Chambre, que des avions devraient être mis à la disposition de la Croix-Rouge, le gouvernement a beaucoup hésité à accepter cette proposition. En fait, le premier ministre semblait laisser entendre qu'on pourrait très bien interpréter ce geste comme un acte de guerre.

Puis, un peu plus tard, le premier ministre a mentionné que le gouvernement canadien serait prêt à confier ces avions à la Croix-Rouge internationale, avec la permission du Nigéria. Quand la Croix-Rouge internationale a eu de la difficulté à obtenir cette permission, j'ai demandé au premier ministre si le gouvernement canadien aiderait lui-même la Croix-Rouge à l'obtenir, grâce aux démarches de son représentant auprès du gouvernement de Lagos. Le premier ministre m'a répondu à la Chambre qu'on ne l'entendait pas ainsi. Il a déclaré que nous devons mettre les appareils à la disposition de la Croix-Rouge internationale et que celle-ci devait procéder aux consultations nécessaires pour obtenir la permission.

Je ne sais ce qui est arrivé dans l'intervalle, mais un peu plus tard, le gouvernement a abandonné son attitude et a pris des contacts directs. Comme le premier ministre nous l'a rappelé cet après-midi, il a envoyé, par la suite, un représentant à Lagos. Celui-ci, d'après le premier ministre, a rempli une mission très utile et obtenu le consentement du gouvernement de Lagos à certaines mesures importantes.

Or, on ne peut que s'étonner qu'il ait fallu attendre si longtemps pour agir ainsi. Cependant, les secours apportés par avion aux gens qui meurent de faim au Nigéria ne sont pas importants. Les difficultés se sont multipliées et diverses raisons ont été invoquées. Devant les initiatives dont le gouvernement a plus tôt manifesté l'intention de prendre à regret pour surmonter le problème des secours à l'intention de la population du Biafra, il est très difficile pour moi-même et les autres députés de l'opposition de nous convaincre que le gouvernement tente avec toute la détermination possible de régler ces problèmes qui empêchent de porter des secours à ces populations du Nigéria, surtout dans la région du Biafra. Nous devons en conclure qu'il semble peu probable qu'on apporte assez de vivres et d'aide au Biafra pour éliminer les souffrances et la famine, à moins que les combats ne cessent et qu'une solution pacifique ne soit élaborée.

• (8.30 p.m.)

Le premier ministre et les porte-parole de l'autre côté de la Chambre semblent croire qu'il s'agit d'une dispute ou d'une guerre civile et que le gouvernement reconnu du Nigéria a le droit de recourir à la force pour empêcher la sécession. D'abord, je ne songe pas un seul instant que le Canada doive tenter d'imposer une solution.

L'usage de certains mots a engendré une grande confusion. Le premier ministre et le gouvernement ont parfaitement raison de signaler avec insistance que le Canada ne doit pas s'ingérer dans cette guerre, et certainement pas vendre des armes à cette fin. Quand les honorables vis-à-vis emploient des mots comme souveraineté et intervention, la discussion peut rapidement tourner au galimatias. Le premier ministre a dit aujourd'hui, par exemple, que les Nations Unies ne devraient pas intervenir dans le conflit, sauf dans des circonstances très spéciales. Il ajouta que, même dans le cas de l'Afrique du Sud et des nations africaines, l'ONU n'avait pas proposé d'intervention armée. Autrement dit, il insinuait que toute intervention ou ingérence doit nécessairement être armée. J'aimerais bien préciser que je n'ai nullement l'idée de proposer une intervention armée sous quelque forme que ce soit, et ceux qui l'entendent ainsi font dévier le débat.

Nous devrions définir les mots et les expressions que nous utilisons. Sinon, nous ne ferons qu'ajouter à la confusion. Qu'entendons-nous par intervention au Nigéria? S'agirait-il d'une intervention répréhensible dans